

VILLAGE DE FOREZ

Cahier d'histoire locale - Association des
usagers du Centre Social de Montbrison (42)

N° 20 octobre 1984

- p. 3 Un "village de Forez" disparu : La Celle-Saint-Martin
Jean CANARD
- p. 7 Un historien forézien : Jean Canard (1914-1984)
Claude LATTA
- p. 9 Bibliographie des oeuvres de l'abbé Canard.
Claude LATTA
- p. 12 Origines des sociétés de secours mutuels de Montbrison
Joseph BAROU
- p. 23 Des scieurs de long foréziens en Berry
Daniel BERNARD

Village de Forez : bulletin trimestriel.

Siège social : Centre Social, rue des Clercs,
42600 MONTBRISON

Directeur de la publication : Claude LATTA

Courrier-coordination : Joseph BAROU

Dépôt légal : quatrième trimestre 1984

Impression : Centre départemental
de documentation pédagogique de la Loire.

Courrier, abonnement : écrire à

VILLAGE DE FOREZ
CENTRE SOCIAL
B.P. 68
42600 MONTBRISON

Prochaine parution :

CAHIER BENOIT MALON

Village de Forez annonce à ses lecteurs la prochaine parution d'un numéro hors-série (62 pages) consacré à Benoît MALON (1841-1893).

Benoît MALON, né à Précieux, près de Montbrison, eut l'enfance très dure d'un fils de journalier puis partit à Paris à l'âge de 16 ans. Il fut successivement ouvrier teinturier, l'un des dirigeants de l'Internationale (fondée en 1864), député de Paris puis membre de Conseil général de la Commune en 1871, exilé pendant dix ans pour échapper à la condamnation à la déportation que lui avait valu sa participation à la Commune, journaliste, militant politique et surtout directeur de la Revue Socialiste dans laquelle s'exprimaient les différents courants du socialisme français.

Ce Cahier Benoît Malon contiendra deux textes :

- Une biographie de Benoît Malon, fondée à la fois sur des documents d'archives (en particulier celles de la Préfecture de Police de Paris) ainsi que sur les études les plus récentes consacrées à l'histoire du mouvement ouvrier français. Cette biographie - la première qui soit consacrée à Benoît Malon - est l'oeuvre de Claude Latta, professeur d'histoire au Lycée de Montbrison, que ses recherches ont spécialisé dans l'histoire du mouvement républicain au XIXe siècle.

- La réédition d'un extraordinaire document : Les souvenirs d'enfance de Benoît Malon. Ceux-ci avaient été publiés en 1907 dans plusieurs fascicules de la Revue Socialiste, aujourd'hui introuvable. L'intérêt de ce document, présenté et annoté par Claude Latta, vient de ce qu'il nous présente l'enfance d'un jeune garçon dans la campagne forézienne : fils d'un ouvrier agricole mort jeune, Benoît Malon connaît la misère et la rude condition des enfants obligés de travailler très tôt. On parle souvent du travail des enfants dans les usines au XIXe siècle, le sort des enfants était souvent aussi très dur dans les campagnes. Et pour une fois, c'est quelqu'un issu directement de la paysannerie pauvre qui nous livre le récit de son enfance et la vision du monde qu'il pouvait alors avoir.

Tous les foréziens, et particulièrement les habitants de Précieux, apprécieront cette tranche d'histoire rurale, ce récit de la vie d'un fils de journalier dans la campagne forézienne à la fin du règne de Louis-Philippe et sous la seconde République. Il s'agit d'un témoignage capital sur les conditions de la vie quotidienne et sur les mentalités dans le Forez du XIXe siècle.

Cette publication sera illustrée d'un portrait de Benoît Malon, d'un arbre généalogique de la famille Malon, d'une carte des lieux où Benoît Malon a vécu et où ses parents ont travaillé à Précieux et dans les hameaux voisins et de la reproduction de documents d'archives.

La parution du cahier Benoît MALON est prévue pour octobre 1984. Village de Forez en informera ses lecteurs par la presse.

Un "village de Forez" disparu :

LA CELLE-SAINT-MARTIN

A trois kilomètres à l'ouest de Feurs, soit à environ 1,8 km, à vol d'oiseau, du carrefour de la route de Nervieu avec la Nationale n°89, un lieu isolé au milieu de la plaine forézienne, porte le nom de la Celle-Saint-Martin. On y accède par un petit chemin de terre de deux cents mètres qui part de l'embranchement de la route de Poncins avec le chemin des Petites Varennes.

Le nom témoigne en faveur de l'ancienneté de l'habitat. Selon Albert Dauzat, les toponymes de cette famille, très fréquents en toutes régions de France, sous les formes les plus diverses : La Selle, Lacelle, Lascelle, Leschelles etc. sont des dérivés de "cella". Or "cella", dans le latin classique, a désigné d'abord le cellier, le magasin, puis a très vite évolué dans le sens de : cellule, ermitage, parfois même : temple ou monastère, avant l'apparition du nouveau mot judéo-chrétien "monasterium" (1).

Bien qu'actuellement plus une seule maison ou base de maison soit visible en cet endroit, il ne fait pas de doute que des hommes y ont vécu dès la plus haute antiquité. Au siècle dernier, on a découvert à La Celle, une centaine de silex taillés et les fouilles pratiquées par l'équipe de M. Bernard Sanial, au cours des dernières années ont ramené à la surface du sol beaucoup de déchets de céramiques gallo-romaines, quelques-unes même de fabrication nettement antérieure à cette époque.

Au moins une des deux voies antiques qui reliaient Lyon à Clermont par Feurs passait à La Celle, après avoir franchi la Loire aux environs de Bigny, pour se diriger, selon Auguste Bernard, sur Goincet, Jullieu (près de St-Etienne-le-Molard), La Bouteresse, Boën, etc. (2). Qui pourrait dire si La Celle ne s'est pas trouvée au carrefour de la fameuse voie Bolène qui descendait du Nord vers le Sud, en passant à l'Olme, dont le territoire a appartenu à cette vieille paroisse ? La Celle aurait pu être, sur ces itinéraires anciens très fréquentés, une halte importante, devenue très vite un centre de pèlerinage païen, christianisé dans les premiers siècles de notre ère. C'est en tout cas ce que semble suggérer le culte rendu à une source toute proche qui porte le nom du grand thaumaturge Saint Martin, source à laquelle on a amené, jusqu'à la fin du siècle dernier, les enfants qui ne pouvaient pas marcher, exactement comme on le faisait à quelques kilomètres de là, auprès de la source Saint-Fortunat de Mizérieux.

Pas de documents écrits sur ce sujet au cours du premier millénaire. Il faut arriver à l'an 971, pour trouver une mention de l'ermitage Saint-Martin-en-Forez et de Saint-Bonnet de Cleppé (3) en

(1) Albert Dauzat : "Les noms de lieux, leur évolution" (Delagrave, 1939) et "Dictionnaire étymologique des noms de lieux" (Larousse, 1963)

(2) L.J. Gras : "Les Routes du Forez et du Jarez" (Saint-Etienne, Théolier, 1925)

(3) "Cella Sancti-Martini in Forense atque Sancti-Boniti in Claiptico" (Le Laboureur : "Mazures de l'Ile-Barbe", Tome I, page 65)

tant que possessions dépendant de l'Ile-Barbe. Un siècle plus tard, on parle de l'église de Celle (4) soumise à la nomination du prieur de Cleppé ; ce que confirme le pouillé de 1225 (5). Par des testaments datés de 1349 et 1410 (6) nous savons que cette paroisse est placée sous le patronage de Saint-Martin.

Un terrier de 1509 (7) mentionnant l'expression "vers l'Olme, paroisse de Celle" ne signifierait-il pas que le hameau de l'Olme commençait à être mieux connu que celui de Celle. C'est probablement qu'après l'abandon des itinéraires antiques, la petite agglomération du chef-lieu paroissial commençait à perdre de son influence, et que l'église tendait, dès le début du XVI^e siècle, à ne devenir qu'une annexe de Cleppé. Il n'y aura pas de curé résidant, ni registre paroissial réservé à la localité. Le registre mortuaire commencé le 23 septembre 1661 à Cleppé est intitulé : "Registre des actes mortuaires tenus par moy sousigné curé de Cleppé et La Celle - Farjot, curé". Même formule en tête des registres des baptêmes et mariages, commencés le 11 décembre de la même année, dans lesquels on trouve entre autres actes : le 13 janvier 1667, le mariage de Jean Dru, résidant en la paroisse de La Celle, avec Madeleine Ducreux, de Naconne - le 17 février 1670, le mariage d'André Rousset, laboureur, de l'Orme, paroisse de La Celle, avec Marguerite Chastaing, de Cleppé et, le 7 septembre 1701, le baptême de Gilbert, fils d'Antoine Badieu et de Marie Nicolon, habitant de la paroisse de Celle, etc.

Au XVIII^e siècle, on continua néanmoins d'inhumer ceux qui demandaient de reposer dans le tombeau familial, à l'ombre de la petite église des champs. Ainsi, le "23 ème de juin 1732 a esté enterrée dans le cimetièrre de La Celle, annexe de Cleppé, Agathe Allayre, âgée d'environ dix-huit ans"(8).

Le 26 juin 1614, l'archevêque Denys de Marquemont s'en fut visiter l'église de Cleppé après avoir couché à La Bastie d'Urfé, où il confirma dans la chapelle du château "qui est, écrit-il, des plus belles qui se puisse voir", mais ne prit pas la peine de s'arrêter à La Celle, pourtant située sur son passage. Dans le procès-verbal qui est resté, il n'est même pas question de cette annexe... En revanche, visitant le même jour Chambéon, l'archevêque nous apprend, à propos d'une messe fondée dans une chapelle de l'église, que "M^{re} Estienne Raverat, curé de La Selle, en est prébendier disant ladictte messe toutes les semaines" (9).

Dans le langage courant, on continuait de dire, par habitude, "la paroisse de La Celle", et un prêtre de Cleppé, l'abbé Meignoux, portait le titre de "vicaire de Celle" (10).

Un demi-siècle plus tard, un successeur de Mgr de Marquemont, l'archevêque Camille de Neuville (ou son représentant) s'est rendu à La Celle le 3 juillet 1662, en quittant l'église de Cleppé. Il s'en est expliqué de la façon suivante :

(4) Id. p. 117.

(5) Longnon : "Pouillés de la province de Lyon", tome I, p.6 et Chartes du Forez, n° 901.

(6) Archives départementales de la Loire : B 1864, f° 48 et B 1879, f° 29, cités par Jean Dufour, dans son "Dictionnaire Topographique du Forez", Mâcon, Protat, 1946.

(7) Id. : article Celle : terrier Pion, f° 272.

(8) Registres paroissiaux de Cleppé.

(9) "Recueil des Visites Pastorales du diocèse de Lyon aux XVII^e et XVIII^e siècles", tome I, 1926, pages 397 et 399.

(10) Registres paroissiaux de Cleppé : 9 mars 1644.

"Bien que quelques-uns nous aient dit que l'église de Celle n'estoit point une annexe de l'église de Cleppé, néantmoins dans l'estat présent elle est régie comme annexe, le curé dudit Cleppé y tenant un vicaire et le destituant quand il luy plaist. Il y faict aussy à sa volonté les fonctions curiales. L'église est petite et bien ornée, ayant un grand tabernacle doré sur le maistre autel avec plusieurs figures et chandeliers dorés. Le ciboire où est le St-Sacrement est d'argent. Les Saintes Huilles et fonts baptismaux sont aussy en bon estat. Le luminaire possède 20 à 25 livres de revenu en un pré situé riesre la paroisse. Il a un calice d'argent, cinq chazubles de diverses couleurs et du linge et autres ornements suffisamment. Les communians de cette église ne sont que 55 en nombre. Il y a deux autels dans la nef. L'église est sous le vocable de St-Martin. Le cimetièrre est au bas de l'église et n'est point clos. Mre Jean Sichay, résidant à Cleppé sert lad. église de Celle, et pour cela le curé luy donne cent livres. Leddit vicaire est deument approuvé" (11).

Voilà ! Grâce à ce procès-verbal, nous connaissons exactement l'état des lieux et la position officielle de l'autorité religieuse envers cette petite paroisse. Soixante-quinze ans plus tard, la situation n'aura pas changé : le 27 janvier 1737, un abbé Balichard est dit "vicaire de Cleppé et déserviteur de La Celle" (12)

Vers 1750, Cassini n'a pas noté La Celle sur sa carte. Certes, cette omission ne prouve pas que l'édifice religieux n'existe plus. Mais il semble bien que le culte n'y est plus assuré. En tout cas, l'Almanach de Lyon, de 1789, imprimé à la veille de la Révolution, parle simplement de "La Celle-de-Lorme, village et parcelle de Cleppé en Forez, archiprêtré de Feurs et élection de Montbrison. Ce village dépend de la châteltenie de Feurs". Pas la moindre allusion à une quelconque situation religieuse.

La guerre civile qui a suivi, n'a pu porter qu'un coup fatal à l'idée même de paroisse. Le curé de Cleppé, Claude-Marie Escallier, ayant prêté le serment constitutionnel, fut maire de sa paroisse en 1791, puis officier public en 1792. Aussi ne reparut-il pas au pays après le Concordat (13).

Sous le nom de "La Celle de l'Orme" on parvint à faire de l'ancienne paroisse une commune dont le territoire englobait, outre les hameaux de l'Orme, La Motte, Bigny, quelques maisons isolées. Mais ce fut une création de courte durée, l'agglomération de La Celle étant déjà abandonnée par la population. Son territoire fut rattaché à celui de Cleppé et, par Cleppé au Canton de Boën, quoique plus proche de la ville de Feurs.

De l'ancienne église ne subsistaient, au milieu du XIXe siècle, que quelques pans de murs recouverts de ronces.

Une chapelle de "La Selle" figure sur l'Atlas Cantonal du Département de la Loire, édité par le Conseil Général en 1887. Mais il ne s'agit que d'une chétive construction de remplacement, d'après ce qu'on sait par les notes de Vincent Durand, écrites après la visite qu'il y fit, en 1888. Voici exactement ce qu'il dit :

(11) Archives Départementales du Rhône : copie de l'abbé Merle ; Bibliothèque de la Diana à Montbrison.

(12) Registres paroissiaux de Cleppé.

(13) Joseph Camelin : "Les prêtres de la Révolution" (1944), p.170.

"Le prolongement de la voie Bolène, conduisant de la N 89 à La Celle a été mis en culture par les riverains depuis ma dernière visite en ce lieu, il y a quelque vingt ans. La portion du cimetière enclose d'une haie en midi de l'ancienne église, et où l'on voyait encore des tombes surmontées de leurs croix, a été aussi livrée à la culture. Quant à la partie située en soir de l'église, et depuis plus longtemps abandonnée, elle est toujours à l'état de terrain vague. Un monticule couvert de ronces marque le lieu où fut l'église de Saint-Martin. Je n'ai pas revu les pans de murs, d'ailleurs peu élevés, qui subsistaient de ces édifices ; leurs fondations doivent être cachées sous les décombres. En revanche, j'ai trouvé sur cet emplacement une toute petite chapelle élevée au moyen d'une quête faite dans le voisinage. C'est une méchante baraque en planches, longue de 3 mètres, large de 2 environ, et plus semblable à la loge d'un bûcheron qu'à un édifice religieux. A l'intérieur, une statue de Saint-Martin, une tablette disposée en forme d'autel, quelques gravures, quelques fleurs artificielles. On ne peut rien imaginer de plus humble et de plus pauvre. N'est-ce point chose touchante néanmoins que cette persistance de la dévotion populaire, que ce pieux souvenir du sanctuaire disparu et près duquel dorment encore les aïeux. Ce souvenir est aussi consacré par une croix en pierre de Villebois, érigée en avant de la chapelle aux frais d'un propriétaire du sol. Elle porte cette inscription :

<p>En Mémoire de l'ancienne chapelle de La Selle dédiée à Saint-Martin 1875</p>

A 50 m environ, au nord-ouest, à peu de distance du chemin de La Celle à Cleppé, et en soir de ce chemin, la fontaine de Saint-Martin sourd au milieu d'une vasque en granit enfoncée à fleur de sol dans une prairie. Cette vasque a 0,60 m de diamètre. On y mène les enfants qui ne peuvent pas marcher et on leur fait boire de l'eau à la source. La fontaine Saint-Martin est indiquée à la place qu'elle occupe encore dans le terrier de Cleppé, signé Rosset, des années 1553-1554 : "Claude Dru, de La Celle... pré...à la Celle, d'où, du costé de Matin, est la fontaine appelée de Saint-Martin...joignant à ladite fontaine et au chemin tendant de lad. fontaine à Chambéon de matin" (14).

En un siècle, le souvenir de La Celle s'est affaibli au point de disparaître avec les générations qui avaient omis d'en assurer une transmission orale. Heureusement quelques érudits locaux, informés par de vieux textes, ont cherché à en savoir plus. Et c'est ainsi qu'une équipe de jeunes fouilleurs ont entrepris, il y a quelques années, de sonder le terrain et de confronter les fruits de leurs découvertes avec ce que leur avait appris l'histoire. Dans un compte rendu savant et technique de la première campagne des fouilles d'août 1978 (15), ils ont insisté sur les céramiques mises à jour, mais ont aussi retrouvé des fondations non seulement de l'ancienne église, mais encore de constructions plus anciennes, sans parler de nombreux ossements tirés de la nécropole. Autant de confirmations de ce qu'on connaissait auparavant.

Ces sondages limités ne permettent malheureusement pas de définir l'étendue et l'âge de l'agglomération primitive, et je crains bien que La Celle maintenant retombée dans le sommeil pour un long temps, ne soit pas prête de nous livrer le secret de ses origines.

Jean CANARD

(14) Une partie de ce texte a été publiée, par Vincent Durand lui-même dans Le Forez Pittoresque et Monumental de Félix Thiollier, (Lyon, Waltener, 1889, page 303.)

(15) Bulletin de la Diana, tome XLIV, n°3, pages 81 à 92.

Un historien forézien

Jean Canard

(1914-1984)

L'abbé Jean Canard est décédé à l'hôpital de Roanne le 25 juin 1984. Peu de temps avant sa mort, il avait remis à Village de Forez un article consacré aux fouilles de la Celle-Saint-Martin, près de Poncins. Nous le publions dans ce numéro en hommage à celui qui fut l'un des ouvriers les plus féconds et les plus érudits de l'histoire de notre province.

Jean Canard était né à Saint-Romain-d'Urfé, le 2 juillet 1914, dans une famille de paysans enracinés sur leur terre depuis plusieurs siècles¹. Un mois après sa naissance, son père fut mobilisé au 98^e R.I. : trois mois plus tard, ramassé sur le champ de bataille entre Vingré et Coevres, il fut transporté au château-hôpital de Villers où il mourut le 4 novembre 1914. Fils unique, Jean Canard fut élevé par sa mère qui se trouva seule à la tête d'une propriété à exploiter au hameau de Fican, à Saint-Romain-d'Urfé. Elève de l'école publique de son village, il obtint le certificat d'études primaires, avec dispense d'âge, à moins de dix ans et fut le plus jeune certifié du canton :

Le certificat d'études est enfin – écrit-il – venu couronner mon temps d'école primaire. Pas une petite affaire ! Aux yeux de tous, ce diplôme, aujourd'hui méprisé, avait plus de valeur que l'actuel baccalauréat ; et il assurait au moins le contrôle d'une orthographe correcte et d'un calcul régulier. Aussi fallait-il s'y préparer avec sérieux. Que de précautions et de recommandations attendrissantes l'ont précédé ! Pour l'oral de l'après-midi, on m'a même fait gober des œufs crus pour éclaircir la voix avant d'exécuter un des chants inscrits au programme. Mais aussi quelle fierté m'a envahi quand j'ai ramené de Saint-Just le drapeau qui symbolisait la réussite².

Dans les années qui suivirent, le jeune garçon fut placé comme berger chez un marchand de moutons ("J'ai beaucoup profité de ce temps de tranquillité au grand air pour lire"). En même temps, il faisait fonction d'enfant de chœur auprès du curé du village qui lui enseigna les premiers rudiments de latin.

En 1929, "par un concours inespéré de circonstances" et parce que "quelques personnes étrangères à (sa) famille" s'intéressèrent à lui, Jean Canard, alors âgé de 15 ans, reprit sa scolarité interrompue. Il devint élève du collège des Salles où il resta deux ans. En 1931, il entra comme interne à l'Institution Victor-de-Laprade de Montbrison, le "petit séminaire", où il resta jusqu'en 1934 :

Pour moi – écrit l'abbé Canard dans ses Souvenirs – ce fut un changement complet. A la vie simple, presque familiale, qui régnait aux Salles, vers 1930, succédait, du jour au lendemain, un esprit d'embrigadement auquel j'eus beaucoup de mal à m'habituer³.

S'il ne garda pas un bon souvenir de la discipline qui régnait à Montbrison et s'il fut un élève volontiers "contestataire", ce fut aussi le temps où s'affirma sa vocation religieuse. Il entra au Grand séminaire de Lyon. C'est au cours de ses études supérieures qu'il sentit vraiment s'éveiller son intérêt pour l'histoire et la recherche historique auprès d'Albert Gelin, "un maître plus soucieux de cultiver l'esprit que de remplir la tête" : ce dernier lui confia le classement et l'organisation de la bibliothèque des professeurs, "une immense salle remplie de trente mille volumes et dans laquelle j'ai vécu des moments inoubliables " ⁴. Il fréquenta aussi les Archives

¹ Jean Canard : *Le sol et le sang de mes pères* (1959).

² Jean Canard : *C'était hier... Souvenirs* (2^e éd., 1982) p.106-107.

³ *Ibid.*, p. 175.

⁴ *Ibid.*, p. 190.

départementales du Rhône où il rencontra un érudit forézien, l'abbé Merle, professeur à l'institution des Minimes, "auquel il fallait pour qu'il ouvre sa porte user du mot de passe *Arthun* qui était son pays natal"⁵.

Au début de la guerre, il opta pour l'enseignement : il exerça d'abord pendant deux ans au collège des Salles, où il avait été élève puis devint professeur à l'Institution Saint-Joseph de Roanne où il retrouva l'abbé Henri Monot - l'historien de Charlieu - dont il avait fait la connaissance lors d'un stage précédent : ce dernier encouragea ses débuts de chercheur et d'historien et parraina, en 1942, son admission à la Diana. L'abbé Canard devint l'ami de nombreux historiens ou écrivains : François Déchelette, Louis Mercier (l'auteur des *Contes de Jean Pierre*), Antoine Bonin, Mgr Fleury Lavallée, le poète Louis Pize, Henri Pourrai auquel il envoya le résultat de ses enquêtes pour le *Trésor des Contes* ⁶.

Comme professeur, il créa un cours d'histoire locale pour illustrer par des exemples foréziens l'enseignement de l'histoire générale.

Sa première publication, encouragée par Louis Mercier, fut, en 1941, une biographie du Père François Mannissole. En 1946, la biographie de Mgr de Charpin de Génétines, évêque de Limoges attira l'attention sur lui et fut couronnée par la Société historique du Limousin.

Dès lors, ses publications ne devaient pas cesser de se succéder : brochures, articles, livres souvent imprimés par leur auteur lui-même avant qu'il n'en confie plus tard l'impression aux bénédictines de Pradines.

L'année 1960 fut celle des récompenses : le 15 mars, le prix Eglantine d'or de l'Académie de Lyon lui fut attribué ; le 23 juin, il reçut le prix Daniel Sivet de l'Académie française ; le 13 décembre il fut élu membre correspondant de l'Académie de Lyon.

Deux ans plus tard il quitta l'enseignement et s'installa dans son chalet des Echaux, à Saint-Alban-les-Eaux, pour se consacrer entièrement à la recherche : ce qui permit à sa bibliographie de compter plus de 50 ouvrages en 40 ans ! Deux de ses derniers livres ont bénéficié d'une belle édition qui donnait enfin à ses textes l'écrin qu'ils méritaient. Les *500 moulins entre Bresbre et Loire* furent publiés par les Cahiers du Musée forézien d'Ambierle et le *Roanne pas à pas*, magnifiquement illustré le fut par les éditions Horvath de Roanne.

L'abbé Canard venait souvent à Montbrison. Ses communications aux assemblées trimestrielles de la Diana étaient toujours fort appréciées. Il venait régulièrement à la Diana les samedis après-midi, dans sa 2 CV pleine de livres : ceux qu'il empruntait à la Diana et les siens qu'il plaçait lui-même en dépôt dans les librairies. Il rencontrait ses amis et parlait volontiers des nombreux sujets qui l'intéressaient, faisant profiter de son érudition ceux qui lui demandaient des renseignements.

Dès les débuts de *Village de Forez*, il nous avait encouragés en donnant plusieurs articles à notre publication ainsi qu'à *Patois Vivant* (il était un remarquable patoisant et nous avons été heureux de rééditer son étude sur le patois de Saint-Romain-d'Urfé).

Il avait, il y a quelques années, eu une première alerte cardiaque, En juin 1984, une seconde crise, compliquée d'un œdème pulmonaire l'a emporté en quelques heures à l'hôpital de Roanne où il avait été transporté alors que l'assemblée générale de la Diana on s'étonnait de son absence...

Jean Canard laisse une œuvre considérable, presque entièrement de première main. Il aimait passionnément la recherche historique, le contact avec les archives mais aussi la recherche sur le terrain : "mon plaisir réside tout entier dans l'investigation. Comme l'archéologue qui exhume une pièce intéressante, je suis heureux, quand à l'aide de documents inconnus jusqu'alors, j'arrive à localiser dans le temps un événement, à

⁵ Entretien de Jean Canard avec Louis Pralus, *Loire Matin*, 24 et 27 déc. 1980.

⁶ Une heure avec l'abbé Canard ; entretien paru dans *l'Essor du Roannais*, 24 juin 1977.

fournir l'explication d'un autre, à révéler à mes contemporains des choses dont ils n'ont jamais soupçonné l'existence" ⁷

Modestement, il avouait avoir beaucoup de mal à écrire : c'est qu'il avait un grand souci de rigueur et de perfection.

Ses livres témoignent du labeur accompli et de la volonté qu'il avait *d'en* faire profiter les autres. Les amoureux de l'histoire du Forez liront et consulteront encore longtemps ses ouvrages, lui assurant ainsi parmi les hommes une part d'immortalité.

Claude Latta

BIBLIOGRAPHIE DES ŒUVRES DE L'ABBE CANARD

établie par C. Latta

Ouvrages

- 1- Un martyr de chez nous : le père François Manissolle (1858-1884). Lettre-préface de Louis Mercier. 48 p. Roanne, 1941,
- 2- Philibert Gardette (1765-1848), confesseur de la foi, fondateur du petit séminaire de Saint-Jodard, vicaire général de Lyon, Lettre-préface de Mgr Bornet, 68 p. Roanne, 1942.
- 3- Un savant roannais : le R. P. Romain Buttin (1871-1937), professeur de langues et archéologie orientales à l'Université catholique de Washington. Préface du R. P. Graly, Provincial de Lyon,. 64 p. Roanne, 1944,
- 4- Cervière... agonisant. (1^e éd., 80 p., Roanne 1946 ; 2^e éd. 140 p. 1982).
- 5- Les mouvements de population à Saint-Romain-d'Urfé de 1612 à 1946 (Bulletin de la Diana) t. XXIX, 1946, 40 p.
- 6- Une belle figure épiscopale du XVIII^e s. : Mgr Antoine de Charpin de Génétines (1669-1739), ancien évêque de Limoges. Lettre-préface de Mgr Rastouil, évêque de Limoges, 120 p., Roanne, 1946 (couronné par la Société historique du Limousin).
- 7- Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790, série E : Loire, t II, arrondissement de Roanne, canton de Saint-Just-en-Chevalet. Avant-propos de M. André Perret, archiviste (grand in 8°, 100 p., Saint-Etienne, 1951).
- 8- Livre d'or de Saint-Romain-d'Urfé. Préface de Mgr Lavallée ; in 8°, 232 p., Roanne, 1952.
- 9- Folklore chrétien ; 184 p. 4 H. T., Roanne, 1953.
- 10- De la Madeleine aux Bois Noirs, in 12, 160 p., Roanne 1954.
- 11- Notre église : histoire de l'église paroissiale de Saint-Romain-d'Urfé, 1956.
- 12- Vieux métiers de chez nous, br. illustrée de dessins de J. Brian.
- 13- Les petits grands hommes du Roannais (1^e éd. : 74 p., 1956 ; 2^e éd., 1970, 100 p.
- 14- Promenade à Saint-Priest-la-Prugne. 80 p., 1957.
- 15- Daniel Sivet, poète forézien (1858-1933), plaquette 102 p., 1958.
- 16- La Société des prêtres et les prêtres de Saint-Just-en-Chevalet. 170 p., 1958.
- 17- Météorologie ancienne; 1959.
- 18- Le sol et le sang de mes pères : vicissitudes d'une propriété et de trois familles au cours des 4 derniers siècles, 1959.
- 19- Champoly - Urfé : notes d'histoire paroissiale : 100 p., dessins de Beauverie, Bonin, Gonnard et Revel, 1960.
- 20- Mouvements de populations à Saint-Just-en-Chevalet de 1677 à 1960. 20 p., 2 plans et 4 gravures. 1961.

⁷ Loire Matin, art. cit.

- 21- L'institution Saint-Joseph de Roanne (1901-1961) - notice historique, 150 p. 46 photos H.T.- 1962.
- 22- En pays forézien. 76 p., 5 cartes, 1963.
- 23- Saint-Just-en-Chevalet et sa région. Guide-souvenir, 52 p., 27 cartes et dessins, 1965.
- 24- La Rivière à Saint-Etienne. Notice historique sur le quartier et la paroisse, 50 p., 1957.
- 25- Saint-Just-en-Chevalet-la Tuilière. Monuments et institutions. Rivalités locales. Une vie municipale mouvementée. 140 p., 1968.
- 26- La paroisse de Cuinzier (brochure).
- 27- Autour de Noirétable et de Saint-Just-en-Chevalet. Guide-souvenir, 110 p, 1969.
- 28- Le Champoly de nos grands-pères. Chronique municipale du XIX^e s. 1970.
- 29- L'ascension d'une grande famille : les Ramey de Sugny, du XV^e au XX^e s. Préface du baron de Rochetaillée, 100 p., 1971.
- 30- De val en mont roannais : notes historiques et géographiques. 156 p. 1972.
- 31- Industries mortes et métiers perdus : 132 p., 18 dessins de J.Brian, 1^e éd. 1973, 2^e éd. 1983 avec 9 dessins H.T. de Théophile Thévenet.
- 32- Urfé : 166 p.1973 ; 2e éd. 1979.
- 33- Au fond des Gorges de la Loire entre Balbigny et Roanne. Inventaire touristique (1^e éd. : 64 p., 1973).
- 34- C'était hier... Souvenirs (1^e éd., 130 p., 1974 - 2e éd., 210 p., 1982).
- 35- Les eaux minérales du Forez et du Roannais (1974).
- 36- Vie d'autrefois : confréries et clergé. 100 p., 1975.
- 37- Quelques bornes armoriées foréziennes (38 p., 1976 - 2^e éd. 44 p., 1980).
- 38- La Madeleine de la Chalme : prieuré, chapellenie, ermitage, pèlerinage, 54 p., 1976.
- 39- Inventaire-sommaire des délibérations des conseils municipaux du canton de Saint-Just-en-Chevalet de 1789 à 1940, 136 p., 1976.
- 40- Les rues de Roanne, 216 p. 1977.
- 41- Le parler de Saint-Romain d'Urfé. 103 p., publié par le Cercle occitan d'Auvergne, 1977 ; rééd. par *Patois Vivant*, 118 p., 1983).
- 42- La famille du Bessey de Contenson et Contenson. 70 p., 1977.
- 43- Essai de bibliographie roannaise (1835-1978), 132 p., 1979.
- 44- Les pestes en Beaujolais, Forez, Jarez, Lyonnais. 132 p., 1979.
- 45- 500 moulins entre Besbre et Loire, 200 p. Les Cahiers du Musée Forézien, Ambierle, 1980.
- 46- Le grand chemin Roanne-Thiers, 116 p., 1981.
- 47- Maisons anciennes et vieilles familles, 180 p. 1981.
- 48- Les 3 000 curés qui ont administré cent paroisses de l'ouest roannais du XIII^e au XX^e siècle (110 p., 1981).
- 49- Roanne, pas à pas. Ses rues, ses places, ses marchés, éd. Horvath, Roanne, 1983, 259 p. nombreuses illustrations.

L'abbé Canard a en outre publié de nombreuses études généalogiques souvent hors commerce :

- 50- Généalogie de la famille Charpin de Gétetines (1479-1830) : Roanne, 1946.
- 51- La famille Rejony (1650-1960) - 60 p.
- 52- Familles Arthaud de la "Montagne du Soir" 1680-1960, 50 p.
- 53- Famille Grollier (H.C.).
- 54- Les Veurier en Roannais, 40 p.
- 55- Famille Canard, de Saint-Just-en-Chevalet (1600-1960), 50 p.
- 56- Notes généalogiques (sur diverses familles), 1984, 40 p.

Articles publiés dans le Bulletin de la Diana

- 57- Les mouvements de population à Saint-Romain-d'Urfé de 1612 à 1946, t. XXIX, p.118 à 155.
- 58- Le château d'Urfé, t. XXXV 1957-1958, p. 294-302.

- 59- Bibliographie roannaise depuis 1940, t. XXXVII, 1960, p. 364-377.
- 60- Les mouvements de la population à Saint-Just-en-Chevalet, t. XXXVIII, 1961, p. 123-137.
- 61- Les premières églises de Saint-Just-en-Chevalet, t. XXXIX, 1966, p. 331-342.
- 62- Trois nouvelles bornes armoriées, t. XL, 1967, p. 149-164.
- 63- La véritable source de l'Aix, t. XL, 1968, p. 269-277.
- 64- Les limites de la dîmerie d'Ogerolles, t. XLI, 1969, p.43-54.
- 65- Quelques enluminures de Noirétable, t. XLI, 1970, p. 287-293.
- 66- Notes sur quelques pierres sculptées d'Urfé, t. XLII, 1971, p.9-17.
- 67- Les tours d'Urfé, t. XLII, 1972, p. 147-151.
- 68- Les confréries de Saint-Just-en-Chevalet, t. XLIII, 1973, p. 93-120.
- 69- La confrérie des Pénitents blancs de Saint-Just-en-Chevalet, t. XLIII, 1974. p. 205-221.
- 70- Liste des curés qui ont administré les paroisses de factuel canton de Saint-Just-en-Chevalet, t. XLIII, 1974, p. 281-297.
- 71- La vie municipale dans la montagne forézienne au XIX^e s., t. XLIV, 1975. p. 89-106.
- 72- Aspects de la vie sociale en milieu forézien au XIX^e s., t. XLV, 1978, 395-413.
- 73- Saint-Marcel-d'Urfé ; un registre de la période révolutionnaire, t. XLVIII, 1983, p.31-48.
- 74- Une communication faite à l'assemblée de la Diana le 24 mars 1984 sur Mgr Camille de Neuville.

Articles publiés dans *Village de Forez*

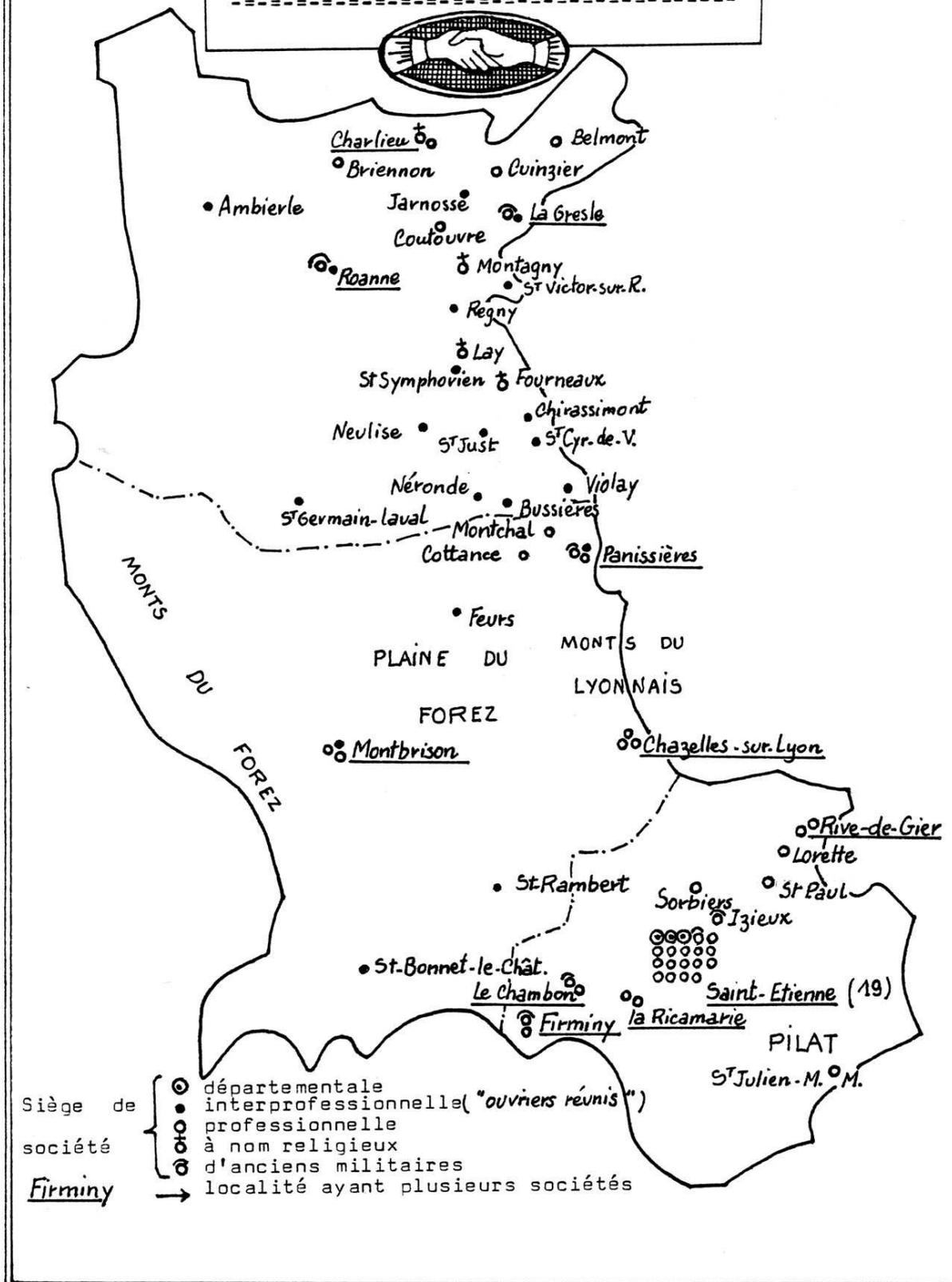
- 75- Deux intérieurs de domiciles d'ecclésiastiques sous l'Ancien Régime, n° 5, janvier 1981, p.3-4.
- 76- La réhabilitation d'un esclave en Forez au XVII^e s., n°10, mai 1982, p.3-4.
- 77- Un château "mort-né" en Forez, n°14, avril 1983, p.19-20.
- 78- Un "village de Forez" disparu : La Celle-St-Martin, n° 20 de Village de Forez, octobre 1984.

Articles publiés dans *Patois Vivant*

- 79- Conte des loups d'Urfé. n° 3, nov. 1978.
- 80- Louis Mercier (1870-1951). N° 13, p. 9-14, nov. 1983.
- 81- Daniel Sivet (1858-1933), poète local patoisant, n° 14, juin 1984, p. 12-14.

La bibliographie publiée ci-dessus n'est pas absolument complète. Il manque des articles publiés dans d'autres revues ou périodiques. Mais, telle quelle - avec 81 cotes ! -, elle donne une idée du travail accompli et pourra servir de référence aux lecteurs désireux d'approfondir tel ou tel domaine.

Loire :
LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN 1884



Origines des sociétés de secours mutuels de Montbrison

Un Français sur deux est affilié à une mutuelle et chacun connaît l'utilité des divers groupements mutualistes. En revanche le rôle des sociétés mutuelles locales est souvent méconnu. Ces humbles organisations ont souvent précédé le syndicalisme. Animées par des générations de militants généreux, elles ont grandement contribué à la promotion du monde ouvrier. Cellules de base, vivantes et démocratiques, elles gardent encore une place de choix dans la mutualité de notre époque.

Nous avons rassemblé ici quelques notes sur l'origine et les débuts des sociétés montbrisonnaises espérant donner au lecteur le goût de mieux les découvrir dans leurs activités d'hier et d'aujourd'hui.

Les débuts de la mutualité

De la confrérie à la société d'entraide fraternelle

Déjà sous l'Ancien Régime des sociétés d'entraide "fraternelles" constituées sur la base de la corporation fonctionnent, souvent en liaison avec les anciennes confréries. Ces groupements se multiplient sous l'Empire et la Restauration. Il s'agit pour les adhérents de créer par cotisation un fonds de réserve pour venir en aide à l'ouvrier malade ou blessé. Un droit d'entrée - parfois assez élevé - est exigé.

L'Etat tolère ces organisations qui luttent contre la misère mais il les surveille aussi étroitement. Elles contreviennent en effet directement à l'article 2 de la loi Le Chapelier du 14 juin 1791⁸ qui interdit aux travailleurs toute forme de coalition car, en cas de conflit, le groupement d'entraide peut facilement devenir une société de résistance distribuant des subsides aux grévistes⁹.

Proudhon et le mutuellisme

Le penseur libertaire Pierre Joseph Proudhon (1809-1865)¹⁰ va découvrir dans le "mutuellisme" une solution aux graves problèmes économiques et sociaux de son époque, celle de la révolution industrielle. Pour lui le mutuellisme est *la synthèse des idées de propriété et de communauté*, un contrat social par lequel des travailleurs se garantissent volontairement des services réciproques : assurances mutuelles, secours mutuels, et même enseignement mutuel ...

⁸ La loi Le Chapelier, article 2 stipule :

Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouvertes, les ouvriers compagnons d'un art quelconque ne pourront lorsqu'il se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs...

⁹ Ainsi les caisses de secours mutuels jouent un rôle important lors des mouvements qui agitent les canuts lyonnais et les passementiers stéphanois de 1831 à 1834. Voir P. Héritier, R. Bonneville, J. Ion et C. Saint-Sernin : *150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois*, p.18-21.

¹⁰ Pierre-Joseph Proudhon ; né à Besançon la 15 janvier 1809. Théoricien socialiste français. Pour sa biographie et son oeuvre voir Albert Samuel, *Le socialisme*, éd. Chronique sociale, Lyon, 1981, p.123, 127.

1852 : essor des sociétés mutualistes

Après le coup d'Etat du prince-président Louis-Napoléon Bonaparte, beaucoup de sociétés de secours mutuels sont supprimées. Pourtant le nouveau pouvoir ne tarde pas à autoriser leur renaissance, sous une nouvelle forme strictement réglementée,

Le décret du 26 mars 1852 précise :

art. 1 : Une société de secours mutuels sera créée par les soins du maire et du curé dans chacune des communes où l'utilité en aura été reconnue.

art. 3 : Le bureau de chaque société sera nommé par le Président de la République.

Les mutuelles ne peuvent servir à leurs adhérents que des pensions de retraite et non des secours en cas de chômage. Précaution supplémentaire, elles doivent comprendre, à côté des travailleurs qui sont membres "participants", des membres "honoraires", c'est-à-dire des notables, gens aisés qui avancent de l'argent et qui, politiquement, servent de contrepoids.

En contrepartie de ces obligations les sociétés officiellement reconnues bénéficient d'un local gratuit et d'une subvention de l'Etat. Avec ces dispositions, le nombre des sociétés triple sous le second Empire. En 1869, elles sont plus de 6 000 et regroupent près de 800 000 adhérents¹¹. Environ les deux tiers d'entre elles sont reconnues¹².

La mutualité dans le département de la Loire il y a 100 ans

Les premières sociétés

Le département de la Loire, aujourd'hui un de ceux où la mutualité est la plus forte, participe au mouvement général. Les premières sociétés officiellement autorisées apparaissent dans le Roannais et les monts du Lyonnais.

Il s'agit de la *Société de secours mutuels des ouvriers réunis* à Roanne (autorisée le 22 décembre 1852), des *Ouvriers réunis* à Chirassimont (16 juillet 1853), des *Chapeliers* à Chazelles-sur-Lyon (27 avril 1854), de *Saint-François-Xavier*, à Charlieu (31 juillet 1854)¹³. Suivent les *Ouvriers machinistes* à Saint-Etienne (6 juillet 1855) et les *Anciens militaires* de Panissières (1^{er} octobre 1856)¹⁴.

Des origines diverses

La variété des appellations donne quelques indications sur l'origine des sociétés. Dans la région stéphanoise, peuplée et industrialisée, les groupements strictement professionnels abondent : ouvriers machinistes (Saint-Etienne), ouvriers-mineurs (Sorbières, Lorette), rubaniers et veloutiers (Saint-Etienne), teinturiers (Saint-Etienne), charpentiers, perruquiers-coiffeurs, employés quincailliers... Il y a aussi plusieurs sociétés départementales : médecins, instituteurs communaux, piqueurs et cantonniers...

Des noms tels que *Solidarité humanitaire* (ouvriers-mineurs de Lorette) ou *Assistance fraternelle* (Saint-Etienne) dénotent l'influence du socialisme.

¹¹ En 1851, 2 237 sociétés groupent 255 472 membres. En 1869, 6 139 sociétés groupent 794 473 membres (Jean Bron, *Histoire du mouvement ouvrier français*, tome 1, Editions sociales, 1968, p. 184.

¹² En 1869, il y a 4 398 sociétés reconnues sur 6 139 recensées,

¹³ Ces sociétés existent encore aujourd'hui, parfois avec une modification de l'appellation :

Union roannaise, n°7 ;

Ouvriers réunis de Chirassimont, n°8 ;

Ouvriers chapeliers de Chazelles-sur-Lyon, n°9 ;

Entente mutualiste de Charlieu, n°10.

¹⁴ Aujourd'hui :

Mécaniciens machinistes de l'arrondissement de Saint-Etienne, n°11

Anciens militaires de Panissières n°13.

Dans le Roannais la plupart des sociétés sont interprofessionnelles car elles sont implantées dans de petites bourgades. *Ouvriers réunis*, *Habitants réunis*, *Union fraternelle* dominant largement.

Des noms religieux rappellent assez souvent le rôle de l'Eglise catholique : sociétés de *Saint-François-Xavier* (Charlieu), de *Saint-Mathieu* (Montagny), de *Notre-Dame* (Lay), de *Saint-Vincent-de-Paul* (Fourneaux).

Partout les *Anciens militaires*, *Sauveteurs-médailleurs*, *Sapeurs-pompiers* et autres *vétérans* aiment à se regrouper,

La situation en 1884

En 1884, il existe dans la Loire 72 sociétés de secours mutuels instituées comme établissements publics¹⁵. Elles sont d'importance variable et inégalement réparties : 32 dans l'arrondissement de Saint-Etienne, presque toutes concentrées dans les villes du bassin houiller, 26 dans l'arrondissement de Roanne, éparpillées dans une vingtaine de localités, enfin seulement 14 dans le Montbrisonnais resté plus rural.

Les monts du Lyonnais animés par le tissage et la chapellerie sont bien représentés : 3 sociétés à Chazelles-sur-Lyon, 3 à Panissières, 1 à Montchal, 1 à Cottance. Montbrison a 3 sociétés. Deux villes de la plaine seulement ont une société : Feurs et Saint-Rambert. Les monts du Forez n'ont aucun groupement mutualiste si l'on excepte Saint-Bonnet-le-Château, gros bourg qui compte des armuriers et des serruriers.

Montbrison

A Montbrison, en janvier 1851, quatre sociétés de secours mutuels possèdent près de 2 000 F déposés à la caisse d'épargne. Mais il y a d'autres associations, parfois minuscules. Ainsi les chiffonniers de Montbrison forment, eux aussi, une très modeste société qui dépose une petite somme au bureau de police de la ville afin de fournir des secours aux sociétaires malades. En décembre 1852, les fonds de cette petite mutuelle s'élèvent à 13 F. Ils sont utilisés pour contribuer aux frais d'inhumation de Georges Cyprien, crocheteur et "enfant de l'hôpital de Montbrison", mort subitement le 8 décembre 1852¹⁶.

Depuis 1850, existe dans la ville un groupement professionnel, la *Société des horticulteurs*. Il rassemble les jardiniers sans avoir, évidemment, le prestige et l'ancienneté de la *Société d'agriculture de Montbrison*, cercle fréquenté par les grands propriétaires fonciers du Forez. La société des horticulteurs va constituer progressivement une société de secours mutuels qui sera reconnue officiellement le 30 avril 1864 sous le nom de *Société de secours mutuels dite des Horticulteurs*. C'est alors, pour le département, le seul exemple d'une société issue d'une profession agricole. En 1884, la société des horticulteurs a une centaine de membres qui paient une cotisation annuelle de 3 F. Elle a le même président que sa filiale la mutuelle des horticulteurs, Henri Dupuy, officier d'académie¹⁷.

Le corps des sapeurs-pompiers de Montbrison constitue à son tour sa société de secours mutuels qui est autorisée le 25 décembre 1865. Ce groupement, le n° 36, a un effectif réduit, il va cependant subsister plus d'un siècle, jusqu'en 1971. Il compte alors seulement une demi-douzaine de membres, anciens pompiers ou veuves de pompiers, qui sont intégrés aux *Ouvriers réunis*.

Il faut attendre 1882 pour que se constitue à Montbrison une association plus large ayant vocation à rassembler l'ensemble des mutualistes.

¹⁵ *Annuaire du département de la Loire*, année 1884.

¹⁶ J. Barou, "Chronique de la pauvreté et des misères dans le Montbrisonnais au début du second Empire (1852-1858)", *Village de Forez*, suppl. au n°12, novembre 1982, p. 49.

¹⁷ Henri Dupuy deviendra par la suite vice-président et bienfaiteur des "ouvriers réunis" ce qui laisse penser que la *société des horticulteurs* avait disparu comme mutuelle avant la Grande Guerre. Mort le 21 mai 1914. Concernant cette mutuelles voir J. Barou, "La société des jardiniers de Montbrison (1850-2000)", *Village de Forez*, n°83-84, octobre 2000.

Constitution des *Ouvriers Réunis* de Montbrison

Au cours de l'année 1882, un groupe d'artisans et de commerçants montbrisonnais tient plusieurs réunions en vue de former une société de secours mutuels. Des statuts sont déjà élaborés et l'autorisation préfectorale obtenue (25 septembre 1882) quand Jean-Marie Laurand, négociant, président provisoire, convoque la première assemblée générale, le 15 octobre 1882, salle de la Chevalerie.

Sur les 102 membres actifs déjà inscrits, 63 assistent à cette assemblée constitutive. Les statuts sont adaptés et l'association prend le nom de *Société de secours mutuels des ouvriers réunis de Montbrison* bien que ne figure aucun ouvrier dans le premier bureau :

Georges Levet, député de la Loire, président ;
Amédée Huguet, imprimeur, vice-président ;
Jean-Marie Laurand, négociant, trésorier ;
Jean Barret, légiste, secrétaire ;

Les administrateurs (ou syndics) sont : MM. Roux, chapelier ; Gaingard, bottier ; Rival, menuisier ; Beluche, photographe ; Banchet, typographe¹⁸.

Pour être membre participant il faut avoir de 18 à 45 ans, être d'une parfaite probité et payer une cotisation de 1 F par mois. Rappelons que le salaire journalier d'un ouvrier est alors voisin de 4 F¹⁹. En cas de maladie ou d'accident sont prévus le remboursement des frais médicaux et une indemnité de 1 F par jour. Lors du décès d'un sociétaire, la société versera 40 F pour frais funéraires et les co-associés assisteront aux obsèques.

Quant aux membres honoraires, ils paient une forte cotisation et n'en retirent aucun avantage sinon celui d'avoir une délégation d'ouvriers réunis à leurs funérailles.

Des symboles de la vie associatives : drap mortuaire et bannière

Cette question des obsèques revêt d'ailleurs une importance primordiale aux yeux des responsables mutualistes de l'époque, qui, en cela, reprennent la tradition des anciennes confréries.

Il y a là un grand souci de dignité et la volonté de constituer non pas une vague association mais un vrai corps. Pour cela il faut des signes, des symboles : insigne, drap mortuaire, bannière...

La première décision du bureau consiste à adopter, le 12 novembre 1882, l'insigne de la société : "deux mains qui se serrent", modèle n° 2 du tarif-catalogue de la maison Chauvet de Paris. Il coûte 1,50 F et son port est obligatoire pour les membres, sous peine d'amende, chaque fois que la société se réunit.

Ensuite, dès le 8 avril 1883, le bureau organise une loterie pour acheter un drap mortuaire et un brancard (3 000 billets à 0,50 F) car rien ne doit être prélevé sur les cotisations des sociétaires. C'est la maison Bret, 11, rue François Dauphin, à Lyon, qui se charge de la confection du drap, une superbe pièce de tissu noir brodé d'argent avec un double galon dont voici le devis²⁰ :

Inscription sur deux faces :

"Société de secours mutuels ouvriers réunis de Montbrison"

- 98 lettres de 0,07 m à 2 F l'une	196 F
- 21 mètres de galon argent fin de 0,06 m à 7 F le mètre	147 F
- 4 palmes à 40 F l'une	160 F
- 2 mains à 25 F l'une	50 F

¹⁸ André Thivillier, articles publiés dans *La Tribune-Le Progrès*, novembre et décembre 1959, à l'occasion du 75^e anniversaire de la société.

¹⁹ P. Héritier, R. Bonnevalle, J. Ion et C. Saint-Sernin : *150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois*, p.19.

²⁰ Archives de la société.

- 11,5 m de franges, mi-fin de 0,05 à 0,06 m	
à 4 F le mètre	46 F
- 4 glands à 8 F pièce	32 F
- doublure	10 F
- montage	25 F

Si l'on ajoute la caisse, non vernie, la facture se monte à la coquette somme de 676 F. Bien que la maison Bret accorde une remise de 26 F, cela représente encore le salaire de six mois d'un ouvrier !

La société confie ensuite à un de ses membres, Pierre Rival, maître-menuisier la fabrication du brancard : *Il sera pliant, les bras en bois de frêne, sans nœuds ni bois découpés et les pieds en bois de noyer, et ce d'après le modèle du brancard de la société des menuisiers mais moins lourd s'il est possible, avec peinture-verniss noire et filets blancs...* Il en coûte encore 110 F²¹.

Il reste à se doter d'une bannière. Ce sera chose faite en 1891, grâce à une souscription et à un don de 100 F effectué par Mme Bayle, née Bouchet²². Vert et or, cette somptueuse, et très lourde, enseigne ressemble tout à fait à une bannière de confrérie. Simplement l'insigne de la société et l'écusson de la ville remplacent l'image de saint Vincent ou celle de saint Isidore. Elle ne suit plus aujourd'hui les cortèges funèbres mais orne encore les murs du local montbrisonnais de l'Union départementale des sociétés mutualistes, rue des Arches²³.

La vie de la société se manifeste encore par l'assemblée générale à laquelle l'assistance est obligatoire pour les membres actifs et par la fête annuelle. La première fête a lieu le dimanche 1^{er} avril 1883. Les mutualistes se retrouvent dans "l'ancienne salle des élections" de la sous-préfecture pour l'inévitable banquet qui coûte 3 F par convive. La formule n'a pas toujours le même succès. En 1885, le banquet est supprimé car il n'y a que 4 inscriptions.

Les premières années : persévérer

Après l'enthousiasme des premiers mois, il faut persévérer. La cotisation est loin d'être insignifiante et le trésorier se plaint perpétuellement de retards dans les versements. Dès juillet 1883, moins d'un an après la fondation, trois membres démissionnent, faute d'avoir payé depuis six mois. En mai 1885, 35 membres, le tiers de l'effectif, doivent plus de 3 mois de cotisation²⁴. On décide que les syndics passeront à domicile pour sommer les mauvais payeurs de se mettre à jour. A la fin d'octobre il faut encore adresser une lettre de rappel aux retardataires.

Cependant dès avril 1883, six mois après la création des *Ouvriers réunis* le trésorier a plus de 700 F en caisse et peut verser 500 F sur le livret de caisse d'épargne de la société.

De 1882 à 1900, les effectifs de la société restent stationnaires. En 1900 il y a 100 membres participants contre 102 en 1882. Le nombre des membres honoraires est, en revanche, en forte augmentation ce qui explique l'excellente situation financière : 7 511,26 F d'avoir et 27 488,76 F dans la caisse des retraites.

Les mutualistes font école : en 1892 se constitue la *Société de secours mutuels des ouvriers réunis* de Moingt²⁵. L'influence des Montbrisonnais est notable à Savigneux, Champdieu, St-Paul-d'Uzore, Mornand...

En 1900, le député Georges Levet démissionne et devient président d'honneur. Il est remplacé par le notaire Pierre Dupin²⁶ qui était vice-président.

²¹ Archives de la société.

²² *Ibid.*

²³ Aujourd'hui (avril 2001), elle est dans le local de la mutuelle n°901, rue du Collège.

²⁴ Archives de la société.

²⁵ La *Société de secours mutuels des ouvriers réunis* de Moingt n° 152 fusionne en 1975 avec les *Ouvriers réunis de Montbrison*. Elle compte, au moment de la fusion, 64 membres participants et 167 membres honoraires.

Le vingtième anniversaire

Après le vote de la loi de 1898 réorganisant la mutualité, la société bénéficie de toutes les attentions du pouvoir. Les statuts des *Ouvriers réunis* sont approuvés par arrêté ministériel du 14 janvier 1901 signé par Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur. Peu après, en manière d'encouragement, le préfet de la Loire, Frédéric Mascle, le député Levet, le sénateur Drivet et le ministre Waldeck-Rousseau lui-même, deviennent membres honoraires. Au 31 décembre 1902, il y a 125 membres participants et 214 membres honoraires.

Les *Ouvriers réunis* vont fêter avec éclat le vingtième anniversaire de leur association. A cette occasion l'*Union départementale* organise son congrès à Montbrison qui, le 31 mai 1903, accueille plus de 700 mutualistes représentant une cinquantaine de sociétés de la Loire, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme.

Il y a des discours, un grand banquet de 500 couverts servi sous la halle aux grains par le restaurateur Gréa et une médaille commémorative à accrocher à chaque bannière... De plus, pour marquer le coup, les mutualistes désirent planter un arbre, *l'emblème de la vigueur de la mutualité* mais l'administration municipale n'ayant pas accordé un emplacement dans un des jardins de la ville, on doit installer l'arbrisseau, *un conifère d'espèce rare*, dans une propriété privée, celle de M. Jacquet, avoué et beau-père du président Pierre Dupin. Ce serait le premier arbre de la mutualité planté en France.

Fondation de la *Ruche montbrisonnaise*

Après les festivités de 20^e anniversaire la société prend son essor. Le 24 janvier 1904, elle a 474 membres (215 participants et 259 honoraires) et va produire un nouveau rameau : *la Ruche montbrisonnaise*.

Les femmes n'étant pas admises comme membres actifs les *Ouvriers réunis* organisent une société filiale qui sera exclusivement féminine. Ainsi l'assemblée générale constitutive de la *Ruche montbrisonnaise* se déroule le dimanche 5 juin, dans l'après-midi, salle de la Chevalerie, en présence des administrateurs des *Ouvriers réunis*. Une centaine de personnes participent à la réunion où sont adoptés les statuts *après un examen laborieux et détaillé*.

Avant de clore l'assemblée, Mme Bonnet, présidente provisoire, annonce qu'un legs vient d'être fait à la jeune association. La veuve Dulac, née Fillerat, décédée depuis peu, après avoir donné ses biens aux sociétés mutuelles de Montbrison et de Moingt, lègue en outre son mobilier à *deux jeunes filles peu fortunées faisant partie de la Ruche montbrisonnaise et devant être désignées par leurs collègues*²⁷. Enfin, avant la sortie, une quête pour l'achat de la bannière de la nouvelle société rapporte 34,50 F.

Les statuts de la "Ruche" ayant été approuvés par arrêté ministériel, le 15 juillet 1904 a lieu l'assemblée générale qui constitue officiellement le nouveau groupement. La "Ruche" compte alors 139 membres actifs et 70 membres honoraires (en 1906 il y aura 79 participantes et 83 honoraires). Le conseil d'administration est ainsi composé :

Présidente : Mme Bonnet ;
Vice-présidentes : Mmes Béal, Conte ;
Secrétaire : Mlle Avignant (directrice de l'école laïque de filles) ;
Trésorière : Mme Motte ;

²⁶ Ne pas confondre avec Louis Dupin, avocat, qui fut maire de Montbrison.

²⁷ *Le Montbrisonnais* du 11 juin 1904. Les funérailles de Mme Dulac, veuve d'un adjudant retraité, avait eu lieu à Moingt le 3 mai 1904. Elle avait choisi comme légataires universelles, les associations de secours mutuels :

1/ Les *Ouvriers réunis* de Moingt
2/ Les *Ouvriers réunis* de Montbrison
3/ La *Ruche Montbrisonnaise*.

De plus elle avait légué 500 F à la société de secours mutuels des pompiers de Montbrison, 250 F aux écoles laïques de la ville, 250 F aux enfants pauvres, 250 F à *l'Harmonie montbrisonnaise*, 250 F au *Rally montbrisonnais*...

Administratrices : Mme Dejoux, Mlle Marie Thiers, Mme Chassin, Mme Faure-Perache, Mlle Navizet, Mme Figarol-Barjon, Mlle Pierrette Galland, Mme Hissler, Mme Rival, Mlle Roche, Mme Jouhet et Mme Bacher.

On retrouve bien sûr nombre d'épouses et de parentes des responsables des *Ouvriers réunis*.

Au cours de la même séance, l'assemblée attribue, par vote à bulletins secrets, le mobilier de Mme Dulac à Mlle Claudia Gaurand, tisseuse et à Mlle Joséphine Mervillon, couturière, après que la vice-présidente ait fait lecture d'un *remarquable rapport* sur les mérites respectifs de chacune des sept candidates qui s'étaient révélées. Le président d'honneur de la "Ruche", Pierre Dupin remet aux lauréates *un superbe bouquet* et prononce un discours pour clore cette cérémonie qui a, selon le Montbrisonnais, *tout le caractère d'une distribution de prix de vertu*.²⁸

Le dimanche suivant, 17 juillet 1904, les *Ouvriers réunis* tiennent leur assemblée générale et une *fête de famille* réunit 80 convives chez Murat, à Pierre-à-Chaux. Quelques abeilles de la nouvelle ruche *apportent le charme de leur présence*. Le banquet coûte 3 F pour les hommes et 2,50 F pour les femmes. Il y a un goûter pour les enfants et le soir bal champêtre.

La *Ruche montbrisonnaise* commence sa carrière qui va durer plus d'un demi-siècle, jusqu'en décembre 1959, période où elle est absorbée par les *Ouvriers réunis* qui avaient pris l'initiative de sa création. Aujourd'hui sa belle bannière noire brodée et frangée d'or a rejoint le local des mutualistes de la rue des Arches²⁹.

Création de l'*Union Montbrisonnaise*

Le début du siècle : un climat politique passionné

1905-1907 : ministère du petit père Combes, loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, laïcisation d'écoles... Montbrison n'échappe pas à l'agitation des esprits. Une partie de la bourgeoisie locale adhère au radicalisme, surtout parmi les professions libérales. Les libres penseurs organisent un banquet le jour du vendredi saint et se plaignent du trouble que cause à leur sommeil la fluette voix de la cloche du couvent des sœurs de Sainte-Claire.

L'anticléricalisme militant se heurte à l'action de multiples cercles et patronages dans la mouvance de l'Eglise. Les bulletins paroissiaux fustigent les mauvais journaux tandis que les feuilles locales, *Le journal de Montbrison*, *Le Montbrisonnais* et *l'Avenir montbrisonnais* polémiquent pour des futilités. Chacun doit choisir son camp : blanc ou rouge. Ce climat de luttes idéologiques trouble inévitablement les sociétés locales particulièrement les groupements mutualistes.

La majorité des dirigeants des "ouvriers réunis" se retrouve dans le courant laïque et progressiste. Certains militent, à titre personnel, dans des organisations de gauche : le Comité démocratique, le Comité d'Action Républicaine Radical et Radical Socialiste, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, la Jeunesse Laïque, le Sou des Ecoles.. qui forment l'opposition à la municipalité dirigée par le notaire Chialvo, maire modéré soutenu par la droite. Le président des "ouvriers réunis", Pierre Dupin, est lui-même un homme politique local. Aux élections cantonales de juillet 1907, il est candidat du Comité républicain contre le maire de Montbrison.

L'assemblée générale du 13 janvier 1907

L'assemblée générale des "ouvriers réunis" du dimanche 13 janvier 1907 est agitée. La société est traversée par plusieurs courants où intervient la politique locale. Le

²⁸ *Le Montbrisonnais* du 30 juillet 1904.

²⁹ Aujourd'hui (avril 2001), elle est dans le local de la mutuelle n°901, rue du Collège.

Montbrisonnais illustre ces luttes d'influence très personnalisées et met un peu d'huile sur le feu en publiant complaisamment la lettre, non signée, d'un mutualiste :

L'assemblée de dimanche dernier fut quelque peu houleuse ; rarement d'ailleurs, elle avait été aussi nombreuse. Un personnage qui veut mettre son nez partout, le manitou "Chialvo" pour ne pas le nommer, avait manigancé tout un petit scénario, pour la troubler. Il avait, le matin même, réuni son état-major du comité Tout-court, afin de décider des diverses stratégies ; et depuis quelque temps, mène une campagne afin de faire démissionner les membres honoraires de ses amis. Il en fut pour sa peine.

Au début de la séance, on lut bien quelques démissions d'honoraires, mais elles étaient largement compensées par de nouvelles adhésions. Les délégués de Chialvo, son factotum Hébrard, et son petit chéri, Remille, essayèrent bien de semer le tumulte ; mais ils furent énergiquement remis à leur place ; et leurs potins de concierge (on sait que Remille s'y connaît !) rejetés du pied.

L'attitude des "Chialvistes" indisposa l'assemblée ; et quand vint le moment des scrutins, un éminent chialviste, le syndic Veyrard, en subit le contre-coup.

Les mutualistes montrèrent qu'ils désapprouvaient les procédés de vouloir mettre la politique, au sein d'une société qui doit y rester étrangère ; et le syndic sortant ne recueillit que 31 voix, tandis que son concurrent était élu par plus de 100 voix.

C'est une petite leçon qui a été ainsi infligée aux Chialvistes. Ce qu'ils ont de mieux à faire c'est d'en profiter en restant tranquilles, puisqu'ils le voient bien, le prestige de leur patron est tout à fait dédoré.³⁰

La semaine suivante, M. Chialvo réplique dans une lettre que publie *Le Montbrisonnais* :

- Qu'il n'a rien "manigancé" ;

- qu'il ne cherche nullement à faire démissionner des membres honoraires qui seraient ses amis politiques ;

- qu'il est membre fondateur des "ouvriers réunis" et que chaque année, pour le jour de l'an, il verse 40 F pour la caisse des retraites.

Enfin il conclut : *Je souhaite à la Société beaucoup d'ennemis comme moi³¹.*

Démission collective

Quinze jours après l'assemblée générale, comme la tendance "de gauche" l'a nettement emporté, les minoritaires quittent la société pour créer un nouveau groupement.

Le 2 février 1907, le président Dupin lit au bureau des "ouvriers réunis" la lettre de démission collective : que 13 mutualistes viennent de lui adresser :

Montbrison le 27 janvier 1907

Les soussignés ont l'honneur d'adresser à M. le Président de la Société de Secours Mutuels des Ouvriers Réunis de Montbrison, leur démission de membres participants de la dite Société.

Cette société poursuivant un but qui n'est pas celui de la Mutualité, ils estiment de leur devoir de se retirer.

Ils prient en conséquence M. le Président de donner connaissance de la présente à la Société.

De vrais mutualistes :

³⁰ *Le Montbrisonnais* du 19 janvier 1907.

³¹ *Le Montbrisonnais* du 26 janvier 1907.

Signé : Remille Jean, Barrieux Philibert, Cheuzeville Félix, Dupuy Jacques, Levet Claude, Galletti Marius, Girard Jean-Claude, Fêche Pierre, Faure Henri, Phalippon J. P., Basset Jean, Perret Marius, Claret Georges.

De plus, deux membres honoraires donnent leur démission MM. Ferran Jean, carrossier, et de Saint-Pulgent, rentier³².

Création de l'Union Montbrisonnaise

Ce même 27 janvier 1907 naissait une nouvelle société mutuelle l'Union montbrisonnaise qui accueillait les démissionnaires. Le journal local l'Avenir Montbrisonnais (droite), concurrent direct du Montbrisonnais relate ainsi la première assemblée générale :

L'Union Montbrisonnaise

Sous ce titre une nouvelle Société de Secours Mutuels s'est formé à Montbrison.

Fondée sur les derniers principes de la mutualité, cette société pourra, à l'avenir, rendre de grands services à la classe ouvrière de notre ville.

Les prévisions des fondateurs de cette Société ont déjà été de beaucoup dépassées et tout fait prévoir que d'ici peu de temps le nombre des membres dépassera la centaine :

Son bureau a été ainsi constitué :

Président, M. Rony, notaire³³ ; vice-président : M. Henri Faure³⁴, trésorier, M. Galletti³⁵ ; trésorier-adjoint : M. Henry³⁶ ; secrétaire : M. Remille³⁷ ; secrétaire-adjoint : M. Marius Perret³⁸ ; contrôleurs : MM. Girard³⁹ et Fêche⁴⁰ ; syndics : MM. Cheuzeville⁴¹, Barbier⁴², Levet⁴³, Pont⁴⁴, Dupuy⁴⁵ et Lager⁴⁶.

M. Rony a remercié l'assemblée du témoignage de confiance qu'elle venait de lui accorder et a prononcé l'allocution suivante :

"Lorsque deux d'entre vous m'ont fait l'honneur de venir me demander d'accepter la présidence d'une nouvelle Société de Secours Mutuels, après un instant d'hésitation causé par le sentiment de mon inexpérience en matière de mutualité, j'ai accepté avec l'assurance de ces Messieurs que la future Société serait uniquement une Société de Secours Mutuels au sens le plus strict du mot.

Et j'ai accepté sans arrière-pensée avec la résolution de donner à cette oeuvre ainsi définie tout mon dévouement avec la ferme confiance que je tiens à exprimer ici, que cette Société sera une Assemblée d'amis venus là pour s'entraider dans les difficultés et non pas une réunion de fédérés se groupant pour être plus forts dans les luttes religieuses ou politiques à venir..."

Cette dernière phrase de Me Rony choque le bureau des "ouvriers réunis" qui rejette avec indignation l'insinuation qu'elle contient. Le président Dupin déclare tranquillement : La

³² Procès-verbal de délibération du samedi 2 février 1907.

³³ Me Joseph Rony, notaire à Montbrison, rue St-Pierre.

³⁴ Henri Faure, jardinier, 7, rue du Faubourg St-Jean..

³⁵ Marius Galletti, clerc de Notaire, 10, rue des Cordeliers.

³⁶ Louis Henry, clerc de Notaire, 43, rue Tupinerie.

³⁷ Jean Remille, légiste, 15, boulevard Gambetta.

³⁸ Marius Perret, clerc d'avoué, 10, rue du faubourg de la Madeleine.

³⁹ Marius Girard, employé d'octroi, 9, avenue du jardin de la Ville.

⁴⁰ Pierre Fêche, typographe, 45, rue des Légouvés.

⁴¹ Félix Cheuzeville, sculpteur, 37, rue Martin-Bernard.

⁴² Pierre Barbier, voiturier, 3, boulevard Gambetta.

⁴³ Claude Levet, empaillleur de chaises, 23, rue Victor-de-Laprade.

⁴⁴ Joannès Pont, jardinier, 27, rue de la République.

⁴⁵ Jacques Dupuy, typographe, 14, rue des Clercs.

⁴⁶ Joannès Lager, charcutier, 29, rue Saint-Jean.

société doit et peut rester indifférente à une tentative qui sera sans effet⁴⁷ et après un échange de vues le conseil décide qu'il sera plus digne de rester calmes, et d'opposer un tranquille mépris à cette insidieuse attaque.⁴⁸

On est alors en période pré-électorale : six mois plus tard, Pierre Dupin affronte le maire de Montbrison, Me Chialvo, au cours des élections cantonales et se fait battre de justesse⁴⁹.

"Tous pour un, un pour tous"

Il y a donc, aujourd'hui, à Montbrison deux sociétés locales : *les Ouvriers réunis* n°94 (environ 750 membres) et *l'Union montbrisonnaise* n° 406 (environ 500 membres). Il n'est pas question ici de ranimer d'anciennes disputes et de donner tort ou raison à qui que ce soit. Constatons simplement que ces deux sociétés collaborent fraternellement, que leurs bannières respectives sont côte à côte dans le même local, que leurs responsables font preuve d'un vrai dévouement au service de tous et qu'elles ont accompli et accomplissent encore un impressionnant travail dans le cadre de la mutualité.

Notre ville n'a pas à rougir d'avoir eu des hommes de conviction et de compter aujourd'hui deux groupements mutualistes mais il suffirait de faire un pas de plus pour qu'il n'y ait chez nous qu'une seule et vigoureuse association pour illustrer la devise de la mutualité : *Tous pour un, un pour tous*⁵⁰.

Joseph Barou

Sources

Outre les ouvrages déjà cités dans les notes :

- Collection du *Journal de Montbrison* ;
- Collection du *Montbrisonnais* (années 1904 et 1909) ;
- Registres de délibérations de la *Société de secours mutuels des ouvriers réunis de Montbrison* ;
- Témoignages de mutualistes, particulièrement de M. Victor Peyrat, secrétaire des *Ouvriers réunis* que nous remercions vivement pour son aimable concours.

⁴⁷ Procès-verbal de délibération du samedi 2 février 1907.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Dupin : 1 912 voix ; Chialvo 2 245 voix. Dupin l'emporte dans 9 communes : Bard, Chalain-d'Uzore, Chalain-le-Comtal, Chambéon, l'Hôpital-le-Grand, Lérigneux, Magneux-Haute-Rive, Mornand et Savigneux (*Le Montbrisonnais* du 3 août 1907).

⁵⁰ Aujourd'hui (avril 2001) la situation a changé : La mutuelle des *Ouvriers réunis* de Montbrison a absorbé plusieurs sociétés voisines (*La Fraternelle* de Champdieu, *les Ouvriers réunis* de Savigneux, *La Fraternelle de Luriecq*, *La famille suryquoise*, *Les Anciens Verriers* de Veauche, *La Fraternelle* de Pralong, *Les Travailleurs réunis* de Saint-Romain-le-Puy) et est devenue *Action mutualiste du Montbrisonnais*. Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 13 décembre 1998, *Action mutualiste du Montbrisonnais* a fusionné avec *Loire Action Mutualiste* (mutuelle n° 1007) et est devenue sa *section Forez*. Quant à *L'Union montbrisonnaise* elle a été aussi absorbée par *Loire Action Mutualiste* au cours de l'année 2000.

DES SCIEURS DE LONG FOREZIENS EN BERRY

Département rural situé au contact du Bassin Parisien et du Massif Central, l'Indre a été tout au long du XIXe siècle un pays de circulation pour de nombreux itinérants et ambulants qui proposaient aux populations sédentaires berrichonnes des activités diversifiées.

Quelques-uns de ces itinérants se sont installés en Berry et y ont fait souche. Tel est le cas de ramoneurs auvergnats, de chaisiers italiens ou de scieurs de long foréziens. L'étude de cette sédentarisation est difficile et ne peut qu'être ponctuelle. Le minutieux travail de généalogie que Madame Barrot de la Châtre (Indre) a bien voulu me transmettre m'a permis d'étudier un exemple de fixation en Berry de familles de scieurs de long venus des Monts du Forez (1).

Le 7 août 1832, Pierre Guête, scieur de long, né le 5 octobre 1806 au hameau de Vérines, commune de Noirétable (Loire) épouse à Saint-Denis-de-Jouhet (Indre) Marie Cornet née le 14 mai 1806 à Arconsat dans le Puy-de-Dôme. Le ménage s'installe à la Bétoule dans la commune de Saint-Denis-de-Jouhet. Plusieurs enfants naissent et certains deviendront à leur tour scieurs de long.

L'origine géographique et sociale des deux familles Guête et Cornet qui font souche en Berry est fort intéressante. La famille Guête est originaire d'une contrée située près des Monts du Forez : "Les aïeux sont toujours dans les divers hameaux de Noirétable ou dans des communes avoisinantes où on les trouve tous sous le règne de Louis XIV. La profession n'est pas toujours indiquée mais, vraisemblablement, ils sont paysans et hommes des forêts" (2). Pierre Guête, orphelin à 9 ans, n'a laissé aucune trace jusqu'à son mariage en Berry. A cette époque, il habite à la Chaumeille, commune de Saint-Denis-de-Jouhet, où il exerce son métier de scieur de long.

Marie Cornet, son épouse, est née près des Bois Noirs à une dizaine de kilomètres de Noirétable (3). A l'époque du mariage, toute la famille Cornet est installée dans l'Indre. Marie habite au Petit Jouhet dans la

- (1) De telles installations de Foréziens en Berry ne semblent pas exceptionnelles. Une étude systématique des actes d'état civil serait à mener. Mme A. Aujeux de Châteauroux me signale, par exemple, un acte relevé dans la paroisse St-Pardoux de Louroüer (actuellement Louroüer-Saint-Laurent près de la Châtre) à la fin du XVIIIe siècle. Le 19 juin 1792 est célébré le mariage d'Antoine Boison, scieur de long *sans aucun domicile fixe, originaire du Forest, paroisse de Noirétable dans le département de Rhône-et-Loire, district de Montbrison, diocèse de Lyon, fils majeur de trente ans, de feu Jacques Boison vivant laboureur en la paroisse de Noirétable, canton de Cervières, et de défunte Margueritte Courcombet (...)* et de Marie Legroing, fille de Georges Legroing, journalier, et de Madeleine Couillard de la paroisse de Louroüer. Parmi les témoins, signalons Antoine Girard, scieur de long, et Pierre Guesdron, *fondeur et cizeleur en cuivre*. (Archives départementales de l'Indre)
- (2) Communication de Madame Barrot du 18 janvier 1980.
- (3) Arconsat est un lieu réputé d'émigration. Voir R. Becquevort : Arconsat et Chabreloche. Publication du cercle occitan d'Auvergne.S.D.

commune de Saint-Denis-de-Jouet. Ses frères sont fixés dans les alentours. Gaspard, né en 1787 à Saint-Rémy-sur-Durolle (Puy-de-Dôme) est scieur de long et habite Chaumeille. Jean, né en 1796 au moulin de Lunel à Arconsat, est lui aussi scieur de long et fixé à Cluis-Dessous. Quant à Claude, né en 1791 à Arconsat, il est charron à la Forest dans la commune de Mers-sur-Indre, où il demeure avec sa mère née Marie Mercier. Signalons que cette famille Mercier est originaire du fameux village Pion, au pied du Montoncel, qui s'est révolté sous Louis XV.

D'après les actes d'état civil étudiés par Madame Barrot, descendante de ces familles Guête et Cornet, il semble que le premier fixé à Saint-Denis-de-Jouet soit Gaspard Cornet qui se marie dans cette commune en 1809. En 1824, Jean Cornet, son père cultivateur, meurt à Arconsat. C'est alors que sa mère, ses frères et soeur le rejoignent et s'établissent dans l'Indre.

Ces deux familles Guête et Cornet ont quitté les confins de la Loire et du Puy-de-Dôme pour se livrer au métier de scieurs de long en Berry où elles se sont unies. D'après Madame Barrot, ces migrants ne sont jamais retournés dans leur pays natal et ont fait souche dans l'Indre où leurs descendants ont été scieurs de long jusqu'au début de notre siècle.

Daniel BERNARD

(Cette étude, extraite de ma thèse inédite "Itinérants et ambulants dans l'Indre au XIXe siècle", doit beaucoup aux recherches de Madame Barrot que je tiens à remercier ici ainsi que Madame Aujoux.)

